



## **INTRODUCTION**

### **Le tourisme social marqué au sceau de la diversité**

**Anya Diekmann  
et Louis Jolin**

#### **ABSTRACT**

With the introduction of paid holidays in most countries from the 1930s on, social tourism became an important sector for holiday participation. While the concept of social tourism has evolved over the years, its main tenet is accessibility for everyone, which may be understood in different ways depending on the country and socioeconomic context. The more recent definition of social tourism in the statutes of ISTO extends this accessibility to all social categories that face obstacles in engaging in tourism and considers this accessibility to concern both the visitors and the populations visited. Generally, the actors of the social economy are the ones who drive social tourism and implement government-supported social measures. Among these measures are assistance programs for infrastructure as well as programs helping individuals wishing to travel. Very diverse in their scope and mission, these

programs correspond to the various governmental policies and strategies. In the case of assistance to individuals, each program is targeted at a specific clientele and their unique characteristics and needs. An assistance program for infrastructure advocates the “tourism for everyone” concept and allows establishments to receive and integrate different social groups.

The wide range of approaches and policies in social tourism are reflected in eclectic research. Indeed, while social tourism has caught the attention of scholars since thirty years, particularly in the last few years, there is an increasing body in academic literature, as well as studies from major social tourism organisations. One of the difficulties of social tourism research is indeed to establish links between the different countries due to the significant variety of national concepts and approaches.

In this context, ISTO launched the Alliance for Training and Research in Social and Fair Tourism with the goal to create a platform between institutions and researchers of diverse countries as well as with actors from the operational sector, who are likewise knowledge creators. One of the Alliance’s first accomplishments was to hold a conference on “the state of the art of social tourism research in the world” at the Université libre de Bruxelles, in May 2012. In this book, we present the main papers presented at this conference, along with several other contributions on social tourism. The publication of this book will coincide with ISTO’s 50th anniversary.

The various chapters engage in critical examinations at the global scale and offer analyses of national contexts, impact evaluations, spin-offs from experiences, and accomplishments in social tourism. In all, about a dozen countries were put under scrutiny by researchers from a specific angle.

## 1. LES ORIGINES DU TOURISME SOCIAL ET SON ÉVOLUTION

Le tourisme social existe *de facto*, dans une acception large du phénomène, depuis que des organisations charitables au XIX<sup>e</sup> siècle se sont préoccupées d'envoyer des personnes défavorisées, notamment des enfants, en séjour de loisir à la mer ou à la montagne. Mais c'est surtout après la Deuxième Guerre mondiale qu'il a pris réellement son essor en Europe et, dans une moindre mesure, dans certains pays des Amériques. Avec l'introduction des congés payés<sup>1</sup>, les barrières entre les différentes classes sociales, dont certaines ne pouvaient pas, par manque de moyens (argent et temps libre), partager les mêmes destinations, se sont progressivement abaissées (Hachtmann, 2007). Des mouvements, tels que la Worker's Travel Association (WTA) au Royaume-Uni se sont positionnés en tant que *fournisseurs* du tourisme social en organisant des voyages pour leurs affiliés. Dans la plupart des pays européens, mais aussi dans les Amériques, «des associations émanant d'organisations syndicales, de mouvements familiaux ou de jeunesse, d'organisations confessionnelles ou laïques» (Lanquar et Raynouard, 1995, p. 24-25) s'occupaient de l'organisation de voyages et géraient des réseaux d'hébergement pour leurs membres. En même temps, les autorités publiques commencèrent à subventionner les structures de tourisme social contrôlées par des associations, des comités d'entreprise, des mouvements d'éducation populaire et des collectivités (Chauvin, 2002). Rapidement, les diverses organisations ressentirent la nécessité de se fédérer selon des affinités idéologiques ou selon les populations desservies (jeunesse, familles...). Des congrès internationaux (à Berne en 1956, à Vienne en 1959, à Milan en 1962) ont pavé la voie à la création, à Bruxelles, du Bureau international du tourisme social, le 7 juin 1963, grâce au dynamisme d'Arthur Haulot (Lanquar et Raynouard, 1995, p. 28).

Le paysage et les concepts touristiques ont fort évolué avec l'avènement du tourisme de masse à la fin des années 1950, et au début de la décennie suivante. C'est à ce moment que le Suisse Walter Hunziker définit le tourisme social en tant que «type particulier de tourisme caractérisé par la participation des personnes à bas revenus et mettant à leur disposition des services spéciaux, reconnus comme tels» (Hunziker, 1957, p. 52). Deux ans plus tard, Hunziker publie un article portant sur la plus-value du tourisme pour la société du fait qu'il permet d'accroître la compréhension d'autres cultures et, ainsi, de réduire la xénophobie et l'isolement.

---

1. En Europe, les premières lois sur les congés payés ont été adoptées en Autriche (1919), en Pologne, en Tchécoslovaquie, en URSS et au Luxembourg dans les années 1920, au Danemark en 1939, en France et en Belgique en 1936, en Suède et en Norvège en 1945, en Allemagne en 1963. C'est en 1936 que fut adoptée la Convention n° 52 de l'Organisation internationale du travail sur le principe des congés payés.

Pour Hunziker, cette perspective justifie le soutien et l'encouragement du tourisme social par les gouvernements (Hunziker, 1961). De nos jours, Hunziker figure parmi les pères fondateurs du tourisme social moderne selon une approche intégrée et inclusive du tourisme pour tous. Par la suite, Arthur Haulot (premier secrétaire général du BITS durant 25 ans) a délibérément fait adopter le terme « tourisme social » plutôt que l'expression « tourisme populaire » qui, avançait-il, véhiculait des connotations liées aux notions de piètre qualité et de « seconde catégorie » (Haulot, 1982). Pour lui, le terme « tourisme social » signifie « l'ensemble des rapports et des phénomènes résultant de la participation au tourisme et en particulier des couches sociales aux revenus modestes. Cette participation est rendue possible, ou facilitée, par des mesures d'un caractère social bien défini ». Cette définition fut retenue à l'article 3 des statuts du BITS jusqu'à tout récemment. En 1995, Couveia souligne la complexité des relations au sein du tourisme social. Pour cet auteur, le tourisme social doit être conçu comme un type de tourisme dont la caractéristique principale ou exclusive serait sa finalité non lucrative.

La plupart des acteurs du tourisme social s'accordent sur une valeur centrale du tourisme social qui est l'accessibilité pour tous, pour toutes les couches de la population, mais l'accessibilité est comprise de différentes manières selon les pays et les contextes socioéconomiques (Diekmann et McCabe, 2011). Pour certains, l'accessibilité conduit nécessairement à la participation la plus large possible en évitant la constitution de ghettos et en prônant la mixité sociale; pour d'autres, elle implique surtout la mise en œuvre de mesures spécifiques favorisant le départ en vacances de groupes cibles (jeunes, familles à faible revenu, seniors<sup>2</sup>, personnes handicapées). Pour d'autres encore, l'accessibilité est mise de l'avant comme une stratégie pour contrer la saisonnalité du tourisme en visant à accueillir des touristes « sociaux » en période creuse, ce qui permet de remplir des structures d'hébergement et de réduire le taux de chômage des travailleurs.

La plus récente définition du tourisme social, reproduite dans un nouvel article des statuts de l'OITS<sup>3</sup>, est révélatrice de l'évolution au fil des ans du concept du tourisme social, qui élargit la portée de cette notion

---

2. Le terme « seniors » est de plus en plus préféré en Europe au terme « aînés ».

3. « Par tourisme social, l'OITS entend l'ensemble des rapports et des phénomènes concernant la participation, tant au sein des populations visitées qu'au sein de celles qui partent en vacances, des couches sociales aux revenus modestes ou présentant certaines caractéristiques pouvant restreindre leur accessibilité au tourisme, aux vacances et à leurs bénéficiaires. Cette participation est rendue possible ou facilitée par la combinaison de politiques et mesures sociales bien définies, et l'engagement des acteurs de la société civile. Pour mener son action, l'OITS s'appuie sur les principes définis dans la Déclaration de Montréal adoptée en septembre 1996 et son addendum d'Aubagne adopté en mai 2006. » (OITS, *Statuts*, article 3.)

centrale qu'est l'accessibilité: il s'agit de rendre le tourisme, les vacances et leurs avantages accessibles non plus seulement aux couches sociales aux revenus modestes (comme dans la précédente définition), mais aussi aux catégories sociales présentant des caractéristiques particulières qui constituent des obstacles à cette accessibilité. En outre, la nouvelle définition précise que cette accessibilité concerne tout autant les populations qui partent en vacances que celles des pays visités. En ce sens, le tourisme social introduit une dimension de solidarité entre les visiteurs et les visités. Enfin, la définition précise que l'atteinte de cette accessibilité implique à la fois les acteurs de la société civile et les pouvoirs publics. Ces acteurs de la société civile étant principalement des associations, des coopératives et des mutuelles, le tourisme social s'inscrit dans la sphère de l'économie sociale même si les pouvoirs publics ont un rôle à jouer en adoptant des mesures sociales appropriées (Chauvin, 2002; Jolin, 2013). Le tourisme social est donc le résultat d'initiatives de la société civile et des pouvoirs publics selon diverses logiques: «une logique "publique" de solidarité nationale, une logique "privée" libérale, une logique humaniste» (Greffier et Carimentrand, 2013, p. 48).

Les systèmes et les structures du tourisme social se distinguent d'un pays à l'autre, mais ils démontrent certaines caractéristiques communes. Les pouvoirs publics ont développé soit une aide de départ à la personne, soit une aide à la pierre. Dans ce dernier cas, l'État donne des subventions (selon des modalités variables) à des acteurs classiques du tourisme social (associations, syndicats, mutuelles, collectivités locales) pour soutenir le développement d'infrastructures d'hébergement. Ces intermédiaires permettent alors à leurs membres – et à l'ensemble de la population selon certains critères – de bénéficier d'avantages financiers quand ils séjournent dans un établissement de leur réseau d'hébergement. Mais, ces dernières années, en raison de la crise de l'État providence, les subventions aux immobilisations ont été réduites dans de nombreux pays et plusieurs établissements ont changé progressivement de vocation, se rapprochant davantage de ce que l'on retrouve dans le secteur commercial. Des systèmes d'aide à la personne ont pris le relais (bons vacances, allocations de départ, chèques-vacances, etc.). On est souvent en présence de deux systèmes qui se complètent. En France, par exemple, le chèque-vacances permet de séjourner dans une structure de tourisme social, mais aussi de payer une chambre dans un hôtel de type commercial.

Ces différents systèmes ne sont pas neutres; ils correspondent aux différentes logiques ou approches d'intervention des pouvoirs publics. Dans le cas d'une aide à la personne, les publics cibles sont clairement identifiés et l'aide constitue une mesure propre à chaque public ou clientèle. L'aide à la pierre renforce le concept de «tourisme pour tous», les établissements accueillant et intégrant différents groupes sociaux. En

Espagne, le groupe cible au centre de toutes les attentions est actuellement le groupe des seniors. La logique d'intervention est moins le souci de bien-être pour les seniors que la lutte contre la saisonnalité du tourisme, en stimulant l'activité touristique en périodes de basse saison.

En Europe, l'approche qui vise à rejoindre des groupes cibles a été renforcée par le programme européen Calypso, lequel priorise les jeunes, les familles, les seniors et les personnes handicapées.

## 2. LA RECHERCHE EN TOURISME SOCIAL

Les divergences d'approches et de politiques dans le domaine du tourisme social rendent complexe et difficile la comparaison d'un pays à l'autre. Ces divergences se traduisent également dans la portée et les enjeux de la recherche dans ce secteur. Tandis qu'en France, en Belgique et au Québec, on s'interroge sur les publics qui participent au tourisme et fréquentent les établissements de tourisme social (Caire, 2006, 2011), sur l'évolution du tourisme social (Froidure, 1997) ou sur les liens entre le tourisme social et l'économie sociale (Chauvin, 2002; Jolin, 2013), en Grande-Bretagne, on se penche plutôt sur la nécessité de fournir des vacances aux personnes défavorisées et sur ses conséquences sur leur bien-être. En Grande-Bretagne, l'État commence à peine à soutenir le tourisme social de façon plus structurelle et les recherches, souvent cofinancées par des organisations caritatives, visent à renforcer les connaissances sur les avantages du tourisme social afin de développer les aides publiques dans ce domaine (McCabe et Johnson, 2013; Quinn et Stacey, 2010). D'autres se penchent sur les définitions du tourisme social pour clarifier et unifier le concept (Minnaert, Maitland et Miller, 2006, 2009). En Amérique latine, des travaux ont porté sur la critique du tourisme de masse et les formes de tourisme favorisant l'inclusion sociale et le développement local (Herniaux, 2006; Cordero Ulate, 2010).

Bien que l'avènement du tourisme social remonte aux débuts du tourisme de masse, il occupe encore une place relativement limitée dans la recherche universitaire. Des projets de recherche ont vu le jour dans plusieurs pays en lien plus ou moins direct avec le secteur d'intervention, mais peu de recherches ont été publiées et on ne trouve pas de connexions entre les discours théoriques sur le tourisme social élaborés dans les différents pays.

L'intérêt croissant du monde universitaire a néanmoins abouti à des publications qui donnent un aperçu de l'avancement de la recherche en tourisme social. À titre d'exemple, dans le monde anglophone, la revue *Current Issues in Tourism* a consacré un numéro entier au tourisme social en 2009, suivi du livre *Social Tourism in Europe: Theory and Practice* (2012)

sous la direction de Scott McCabe, Lynn Minnaert et Anya Diekmann, qui tente de confronter la recherche universitaire et la pratique telle qu'elle est vécue par les acteurs du tourisme social. Dans le monde francophone, la revue *Espaces* vient de publier un cahier sur le tourisme social en janvier 2013 (n° 310). Depuis plusieurs années, la revue *Téoros* publie des articles sur le tourisme social : un premier numéro en 1982 portait sur les enjeux du tourisme social au Québec (vol. 1, n° 3); plus récemment, en 2003, un dossier de la revue portait sur l'accessibilité comme conquête inachevée (vol. 22, n° 3). Des monographies ont été publiées par des universitaires ou par des acteurs du tourisme social, comme le révèlent les bibliographies des divers chapitres du présent volume. La première édition du « Que sais-je ? » portant sur le tourisme social, écrite par Robert Lanquar et Yves Raynouard, remonte à 1978.

On recense beaucoup d'études et de rapports écrits par des acteurs du tourisme social, comme l'Union nationale des associations de tourisme (UNAT), l'Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV), Toerisme Vlaanderen, le Conseil québécois du loisir (CQL) et le Serviço Social do Comércio (SESC), pour n'en mentionner que quelques-uns.

C'est en reconnaissant la relative nouveauté de la recherche en tourisme social, mais surtout sa diversité, que l'Organisation internationale du tourisme social créa, en 2010, l'Alliance de formation et de recherche en tourisme social et solidaire. L'Alliance fait suite au Comité scientifique du BITS, qui ne regroupait que quelques chercheurs sur une base individuelle. L'un des buts de l'Alliance est de constituer une plateforme pour les institutions d'enseignement supérieur et les chercheurs intéressés par le tourisme social afin de favoriser les collaborations scientifiques et les échanges entre les chercheurs, d'une part, mais aussi, d'autre part, entre ces derniers et les acteurs engagés dans l'action, qui sont également des créateurs de savoir. L'Alliance met de l'avant une variété de méthodes de recherche pour aborder le tourisme social. C'est en puisant dans diverses disciplines (géographie, histoire, sociologie, économique, gestion, droit, etc.) qu'on peut cerner et comprendre ce phénomène multidimensionnel qu'est le tourisme social. L'Alliance veut aussi s'attaquer au référencement déficient des travaux de recherche, notamment dû à l'instabilité des mots clés, et favoriser tant la coordination des recherches qu'un dialogue constructif entre les disciplines et les approches.

### **3. LE CONTEXTE DU 50<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE L'OITS ET LA PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE**

Le contexte du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OITS en 2013 fut l'occasion de réaliser une première opération de mise en commun des travaux de chercheurs provenant de divers pays. L'objectif de l'opération était double : organiser

un colloque sur la thématique générale du tourisme social dans le monde et publier un ouvrage rassemblant pour une large part les textes de communications présentées lors du colloque.

Le colloque s'est déroulé le 24 mai 2012 à l'Université libre de Bruxelles et a rassemblé plus de quatre-vingts participants, chercheurs, responsables associatifs et représentants des pouvoirs publics, provenant de quatorze pays. Une quinzaine de chercheurs ont présenté des communications scientifiques durant la journée<sup>4</sup>.

Le présent ouvrage s'appuie sur ces communications, dont une majorité ont donné lieu à plusieurs chapitres du livre, complétés par quelques autres textes proposés par des chercheurs n'ayant pu venir au colloque de mai 2012. Très peu d'ouvrages donnent une vue globale du phénomène, ce que vise le présent livre sans cependant avoir la prétention d'être exhaustif, loin s'en faut. Constitué d'analyses portant sur diverses dimensions du tourisme social, l'ouvrage donne ainsi un premier aperçu du type de recherches réalisées dans le monde. Les deux premiers chapitres, s'appuyant respectivement sur le concept de tourisme social accessible et sur la reconnaissance du droit aux vacances, jettent un regard sur le phénomène à l'échelle des continents. Jorge Garcés Ferrer et Mireia Ferri Sanz considèrent que le « tourisme social accessible » est un concept central pour l'élaboration de politiques sociales du tourisme dans les pays européens ayant pour buts l'accroissement de la qualité de vie des citoyens européens, l'amélioration de la santé économique des destinations et l'inclusion sociale de tous les citoyens. Louis Jolin, en s'appuyant sur les diverses lois qui accordent des vacances annuelles et, de ce fait, un droit aux vacances plus ou moins effectif, met en évidence deux approches dans les Amériques, celle des pays latino-américains et celle des pays anglo-saxons.

Ces deux chapitres sont suivis d'analyses du tourisme social dans divers pays (Belgique, France, Russie, Maroc, Brésil, Turquie et Hongrie) sous des angles particuliers.

Ainsi, Caroline Gijssels et Lieven De Smet tentent de cerner la place qu'occupe le tourisme social en Flandres, son rôle et sa plus-value en 2012 compte tenu de l'évolution de la demande et des changements de nature politique. Parallèlement, Anya Diekmann et Isabelle Bauthier font de même pour la Wallonie; leur analyse vise précisément à mieux comprendre qui sont les clients des établissements de tourisme social et les raisons de leur choix.

---

4. Un compte rendu du colloque a été publié dans le magazine de l'OITS, *Le tourisme social dans le monde*, n° 154, février 2013, p. 18-19.



Laurence Moisy, en se basant sur des entretiens avec des présidents et délégués généraux de quelques fédérations, cherche à comprendre l'évolution du tourisme social français, ces trente dernières années, «entre ruptures et permanences». Cette évolution se traduit aussi par les modifications de la clientèle des établissements de tourisme social en France, ce que Gilles Caire met particulièrement en évidence par son étude sur la fréquentation des villages vacances de VVF.

Tout en rappelant les réalisations du tourisme social de l'ère soviétique, Yevgeny Trofimov trace un portrait de la situation actuelle du tourisme en Russie et souligne l'importance des efforts à consentir pour la promotion du tourisme social chez les jeunes, les aînés et les personnes handicapées. La Russie fait appel à l'expérience des pays européens en ce domaine tout en tenant jalousement à préserver ses caractéristiques particulières.

Si, par ses réalisations et ses effectifs, le tourisme social existe réellement dans certains pays européens comme la France et la Belgique, on est encore à l'étape embryonnaire dans d'autres contrées. C'est ce que soutient Si Mohamed Ben Massou, qui analyse les efforts déployés par les pouvoirs publics dans la dernière décennie «pour mettre le tourisme social sur les rails» au Maroc. Il explique à la fois les initiatives intéressantes des acteurs et les divers obstacles à leur mise en œuvre.

Marcelo Vilela de Almeida fait une brève présentation de l'intervention gouvernementale dans le domaine du tourisme au Brésil. Il analyse les plans nationaux du tourisme adoptés dans la dernière décennie en s'intéressant particulièrement aux questions sociales qui y sont abordées, notamment celle de la démocratisation des vacances et du tourisme. C'est un peu la même démarche qu'emprunte Perran Akan pour comprendre et analyser la situation du tourisme social en Turquie. Elle fait état des mesures gouvernementales prises en ce domaine dès les années 1950 mais aussi des arrêts et des reculs à compter des années 1980 à la suite des privatisations qu'a connues le pays. Il semble y avoir un regain d'intérêt pour le tourisme social depuis quelque temps, ce que révèle le nouveau plan stratégique du tourisme turc.

La présentation de la situation du tourisme social en Hongrie s'est focalisée sur le nouveau programme Erzsébet, qui offre des avantages sociaux sous forme de bons utilisables dans un certain nombre d'établissements du pays, et qui a permis en 2012 à 100 000 citoyens de pratiquer des activités touristiques. Endre Horváth, Szilvia Záray et Attila Donka analysent la portée et les limites de ce nouveau programme.

Cinq chapitres portent sur les effets et les impacts du tourisme social sur les populations qui en bénéficient. Les analyses ont trait à des situations vécues en Grande-Bretagne, au Portugal, en Italie, en Pologne et en France.

Sarah Johnson, Thea Joldersma et Scott McCabe présentent les conclusions d'une étude menée auprès des « touristes sociaux britanniques » afin d'évaluer l'influence des vacances sur le sentiment de bien-être ressenti par les touristes. Lynn Minnaert est plus spécifique en analysant les résultats d'une étude exploratoire sur les effets bénéfiques des vacances sur les femmes et les enfants victimes de violence familiale tandis que Celeste Eusébio, Maria João Carneiro, Elisabeth Kastenholz et Helena Alvelos analysent les impacts de deux programmes de tourisme social à l'intention des aînés de la Fondation INATEL, programmes financés par le gouvernement portugais. Les auteurs analysent les répercussions sous l'angle des seniors eux-mêmes et des retombées économiques.

Dans le même esprit, Tullio Romita et Francesco Favia analysent le processus de développement et les retombées du « tourisme résidentiel familial » dans le sud de l'Italie et situent le phénomène dans la mouvance du tourisme social. Katarzyna Bogacz présente les spécificités des classes de découverte en France et celles des classes vertes en Pologne tout en soulignant, sur la base d'une enquête menée à Lyon et à Cracovie, les retombées positives pour les enfants concernant notamment l'apprentissage spatial.

## Bibliographie

- CAIRE, G. (2006). « Les associations françaises de tourisme social face aux politiques européennes », *RECMA*, n° 300, mai, p. 30-44.
- CAIRE, G. (2012). « Social Tourism and the Social Economy », dans S. McCabe, L. Minnaert et A. Diekmann (dir.), *Social Tourism in Europe: Theory and Practice*, Bristol, Channel View, p. 73-88.
- CHAUVIN, J. (2002). *Le tourisme social et associatif en France: acteur majeur de l'économie sociale*, Paris, L'Harmattan.
- CORDERO ULATE, A. (2010). « Allà en Playas el Coco: donde el turismo no fue amor de temprado », *Intesedes*, vol. XI, n° 22.
- COUVEIA, A.A. (1995). « Identité et encadrement international du tourisme social », *Seminarión Internacional de Turismo Social*, Calvià (Mallorca).
- DIEKMANN, A. et L. JOLIN (2013). « Regards croisés sur le tourisme social », dans *Le tourisme social dans le monde*, n° 154, février, p. 18-19.
- DIEKMANN, A. et S. McCABE (2011). « Systems of Social Tourism in Europe: A Critical Review », *Current Issues in Tourism*, vol. 14, n° 5, p. 417-430.
- FROIDURE, J. (2000). *Du tourisme social au tourisme associatif: crises et mutations françaises de tourisme*, Paris, L'Harmattan.
- GREFFIER, L. et A. CARIMENTRAND (2013). « L'aide au départ en vacances: une question politique », *Espaces*, n° 310, p. 48-53.
- HACHTMANN, R. (2007). *Tourismus-Geschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht.
- HAULOT, A. (1982). « Social Tourism: Current Dimensions of Future Developments », *Journal of Travel Research*, vol. 20, n° 3, p. 40.
- HERNIAUX, D. (2006). « Tourisme au Mexique: modèle de masse, de l'étatisme au marché? », *Alternatives Sud*, vol. 13, p. 199-214.

- HUNZIKER, W. (1957). «Cio che rimarrebbe ancora da dire sul turismo sociale», *Revue de tourisme* 2, p. 52-57.
- HUNZIKER, W. (1961). «Die menschlichen Beziehungen in der touristischen Entwicklungshilfe», *Revue de tourisme*, n° 3, Berne.
- JOLIN, L. (2013). «Le tourisme social: un secteur de l'économie sociale marqué par l'intervention publique», *Espaces*, n° 310, p. 62-69.
- LANQUAR, R. et Y. RAYNOUARD (1995). *Le tourisme social et associatif*, 5<sup>e</sup> édition, Paris, Presses universitaires de France.
- MCCABE, S. et S. JOHNSON (2013). «The Happiness Factor in Tourism: Subjective Well-Being and Social Tourism», *Annals of Tourism Research*, vol. 41, n° 1, p. 42-65.
- MCCABE, S., L. MINNAERT et A. DIEKMANN (dir.) (2012). *Social Tourism in Europe: Theory and Practice*, Bristol, Channel View.
- MINNAERT, L., R. MAITLAND et G. MILLER (2006). «Social Tourism and Its Ethical Foundations», *Tourism, Culture, and Communication*, vol. 7, n° 12, p. 7-17.
- MINNAERT, L., R. MAITLAND et G. MILLER (2009). «Tourism and Social Policy: The Value of Social Tourism», *Annals of Tourism Research*, vol. 36, n° 2, p. 316-334.
- QUINN, B. et J. STACEY (2010). «The Benefits of Holidaying for Experiencing Social Exclusion: Recent Irish Evidence», *Leisure Studies*, vol. 29, n° 1, p. 29-52.
- Téoros* (1982). «Les enjeux du tourisme social»(dossier), *Téoros*, vol. 1, n° 3, p. 1-26.
- Téoros* (2003). «L'accessibilité» (dossier), *Téoros*, vol. 22, n° 3, p. 3-41.